



NOUS NE POURRONS NOUS FAIRE ENTENDRE QUE PAR NOS LUTTES

La nomination de Barnier comme Premier ministre scelle l'alliance entre Macron et le RN. Il sait qu'il a besoin des voix des députés RN pour éviter une motion de censure. Bardella a immédiatement proclamé que Barnier serait sous l'étroite surveillance de son parti. Cette dépendance volontaire ne date pas d'hier : la loi Darmanin a été adoptée avec les voix de l'extrême droite et Macron multiplie les clins d'œil idéologiques au RN. Barnier a tout pour plaire au RN : par le passé, il s'est opposé à la dépénalisation de l'homosexualité, au remboursement de l'avortement par la Sécu, au Pacs... Et maintenant il ne cesse de s'en prendre à l'immigration. Cerise sur le gâteau : le Medef a du mal à cacher sa joie depuis la nomination de ce fidèle serviteur du patronat, qui a négocié un Brexit sur mesure pour les milieux financiers et s'est prononcé pour la retraite à 65 ans !

Un front républicain qui désarme nos luttes et renforce au final l'extrême droite

Les dirigeants du Nouveau Front populaire ont entretenu l'illusion qu'on pouvait lutter contre la percée du RN en appelant au front républicain lors des dernières législatives, quitte à appeler à voter Borne ou Darmanin. Macron a volontiers accepté ces voix de gauche, qui ont permis de limiter ses pertes en députés. Mais qui pouvait imaginer que cela l'engagerait en quoi que ce soit ? À moins que les leçons des scrutins de 2017 et de 2022 aient été effacées, après la brutale répression des Gilets jaunes et le passage en force de la réforme des retraites...

La dissolution provoquée par Macron a ouvert une crise politique que les partis de gauche qui réclament aujourd'hui une cohabitation avec lui contribuent à maintenir sur le plan institutionnel et parlementaire, sans danger pour les intérêts des possédants. Ils dénoncent comme un « coup de force » le fait qu'une Assemblée aux deux tiers à droite ne donne pas son aval à un Premier ministre de gauche ! Seule l'extrême droite peut profiter de ce cirque.

Mettre notre colère au service d'un programme de lutte

Suite à la nomination de Barnier, des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup de jeunes, ont manifesté dans de nombreuses villes de France, exprimant leur écœurement mais aussi leur colère. De quoi nous montrer la voie à suivre : pas question d'attendre les prochaines élections, ce n'est pas à l'Assemblée, pas à Matignon, pas à l'Élysée, que nous obtiendrons quoi que ce soit, mais dans la rue, par des luttes. Il n'y aura pas de raccourci. Nous étions des millions à manifester et à faire grève contre la réforme des retraites. Des milliers de manifestants affirment sans relâche leur solidarité avec le peuple palestinien depuis bientôt un an. Des millions ont montré lors du deuxième tour des législatives qu'ils refusaient l'extrême droite et son racisme déchaîné. Nous sommes bien plus nombreux que ceux que nous combattons, patrons et gouvernants !

Ces objectifs ne pourront être atteints que par nos mobilisations

Il nous faut un plan de bataille pour mettre « le pays à l'arrêt ». Il faut s'attaquer à la racine du problème : l'offensive patronale qui creuse les inégalités en baissant les salaires, en dégradant les conditions de travail, en multipliant les suppressions d'emplois, en détruisant les services publics utiles à la population. Seules les luttes des travailleurs et de la jeunesse peuvent y mettre un coup d'arrêt et inverser le rapport de force. Des luttes qui iraient jusqu'au bout, sans s'enferrer dans le prétendu dialogue social ou se limiter au calendrier parlementaire. C'est dans cela qu'il faut mettre toutes nos forces, tous ensemble, dès maintenant, contre un gouvernement de combat Barnier-Macron-Le Pen au service d'un patronat à l'offensive. L'appel intersyndical et interprofessionnel à la grève le 1er octobre pourrait en être le premier round. Répondons-y massivement !



ODYSSÉE EN AMBULANCE À TRAVERS LA BRETAGNE

350 kilomètres dans l'ambulance des pompiers, c'est la distance parcourue par une patiente bretonne avant d'être enfin prise en charge à l'hôpital, au terme d'un périple de 4 heures 30 pendant lequel l'ambulance s'est vu refuser l'accès à trois hôpitaux faute de lit disponible ou d'urgences ouvertes !

Mais à l'heure où les équipes syndicales des hôpitaux de la région – comme bien d'autres sur l'ensemble du territoire – ne cessent de dénoncer le manque de personnel et de lits, l'augmentation inacceptable du temps d'attente aux urgences qui en résulte ou encore les morts qui auraient pu être évités, l'ex-ministre Frédéric Valletoux continue d'affirmer qu'il n'y a « pas eu de situation catastrophique » cet été. Tant qu'il y a de l'essence, on avance !

MÉDAILLE D'OR DU FLICAGE

En Île-de-France, la RATP fait payer de plus en plus cher les usagers : le prix de l'abonnement a augmenté de 15% en 1 an et demi, le prix du billet double pendant les JO et les JOP. Pour faire raquer les usagers, la direction pousse les contrôleurs à toujours plus fliquer. Elle leur donne une prime sur chaque amende et leurs chefs les maintiennent sous pression. Il y a deux semaines, un contrôleur de bus est passé en procédure disciplinaire pour avoir critiqué cette politique du chiffre et ses conditions de travail dans un reportage M6. Fliquer les collègues ou les usagers, c'est presque la même discipline aux Jeux Patronaux. Et les patrons mériteraient la médaille.

OFFRES D'EMPLOI DOUTEUSES

Selon une étude de la CGT-chômeurs publiée en août, 90 % du million d'offres d'emploi publiées par le service France Travail sont à temps partiel. Pire, plus de la moitié sont bidon ! Soit elles comportent des mentions fausses, soit elles sont déjà pourvues mais pas retirées du site.

Macron disait qu'il suffisait de traverser la rue pour trouver du boulot... apparemment il faut aussi passer quelques heures à faire décrypter les mensonges des agences.

BUS SCOLAIRES EN GRÈVE

Un peu partout en France, la rentrée est l'occasion pour les conducteurs et conductrices de bus scolaires de taper du poing sur la table. Les journées à forte amplitude mais peu d'heures de travail génèrent des paies inférieures à 1 000 euros, alors que les grandes sociétés de transport empochent des bénéfices confortables. Dans l'Hérault, les débrayages touchent les agences Keolis de Sète, Agde, Béziers ou Pézenas avec jusqu'à 80 % de grévistes. En se coordonnant à l'échelle du pays, et en passant à la grève illimitée, les travailleurs du transport – et d'ailleurs ! – mettraient de leur côté tous les moyens de gagner.

AUDI BRUXELLES : POUR RÉPONDRE AUX PLANS DE LICENCIEMENTS, LA LUTTE !

Mercredi 4 septembre, les ouvriers de l'usine Audi de Bruxelles se sont mis en grève, dès la réouverture de l'usine après la fermeture de l'été.

Une grève pour réagir aux menaces de fermeture de ce site de 3 000 salariés que fait peser le groupe Volkswagen depuis juillet. Et une manifestation à Bruxelles aux côtés d'autres travailleurs du secteur de l'automobile est déjà annoncée pour le 16 septembre.

GISÈLE PÉLICOT AFFRONTÉE EN PROCÈS LA CULTURE DU VIO

Cette femme, victime pendant dix ans de 200 viols, voit défiler en ce moment 51 de ses agresseurs, recrutés par son mari sur Internet. Ce dernier affirme que lorsqu'il proposait à des inconnus de violer Gisèle Pélicot « à son insu », d'après le nom du forum de discussion, sept sur dix acceptaient. L'un d'eux est allé jusqu'à expliquer au procès que ce n'était pas du viol puisque le mari était là et que celui-ci faisait bien ce qu'il voulait de sa femme. C'est l'oppression de la femme qui permet que de telles horreurs puissent surgir. À bas le patriarcat !

» Ce bulletin est le tien. Tu peux nous aider en l'informant, pour dénoncer les petits coups et les grandes attaques que les patrons infligent, mais aussi pour populariser les ripostes des travailleurs qui montrent la voix. Tu peux prendre contact par mail : npa.illeetvilaine35@gmail.com

